

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/444/Add.2
26 juillet 2002

(02-4144)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS

Notification au titre de l'article 2:17

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Dispositions administratives convenues avec la Chine

Addendum

La Communauté européenne a fait parvenir à l'Organe de supervision des textiles une nouvelle notification au titre de l'article 2:17. L'OSpT distribue cette notification aux Membres de l'OMC pour information.

Commission européenne
Délégation permanente auprès des
organisations internationales à Genève

Chef de délégation

Genève, le 22 juillet 2002

Objet: Chine - OSpT

Précisions apportées par la CE au sujet des dispositions concernant les "quantités réservées à l'industrie communautaire" applicables à la Chine

Monsieur le Président,

En référence à votre lettre (TMB/100) du 2 juillet concernant les "quantités réservées à l'industrie communautaire" attribuées conformément à l'accord conclu par la Communauté avec la Chine et qui ont été examinées au cours de la réunion de l'OSpT de juin, je voulais vous fournir quelques précisions au sujet des modalités et du fonctionnement de ces dispositions.

Comme vous l'avez fait justement remarquer, les dispositions pertinentes notifiées à l'OSpT indiquent clairement que des quantités sont réservées pendant une période de 180 jours pour les catégories 5, 6, 7, 8, 15 et 26, alors que l'Appendice A de l'Annexe 1, partie 1 du document G/TMB/N/60/Add.5 ne comporte aucune référence aux quantités réservées pendant une période de 115 jours pour les catégories 2 et 3.

À la réunion de l'OSpT de juin, il a été précisé que la période de 115 jours, pendant laquelle jusqu'à 50 pour cent des quantités convenues peuvent être attribuées en priorité aux utilisateurs de l'industrie, est manifestement moins contraignante pour le pays exportateur que la période de 180 jours notifiée et peut donc être plus favorable que la règle générale. En outre, cette disposition est appliquée depuis la conclusion de l'accord initial sur les textiles entre la Communauté et la Chine et elle n'a en aucune façon été contestée par le pays exportateur. Au contraire, elle fonctionne de manière satisfaisante pour les deux parties concernées. Le fait que cette période de 115 jours applicable aux deux catégories ne figure pas dans la notification officielle, sur lequel vous appelez l'attention, est, en fait, une omission que je vous prie de bien vouloir excuser. À cet égard, je tiens à souligner que c'est le pays exportateur, la Chine, qui a, à juste titre, appelé l'attention sur les détails de cette disposition sans, toutefois, en contester aucunement l'existence.

J'espère que ces précisions permettront de dissiper tout malentendu au sujet de cette question et vous prie d'accepter, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(signé)
Carlo Trojan
Ambassadeur

Monsieur András Szepesi
Président
Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne
1211 Genève 21
